

les colonels, sont beaucoup moins nombreux cette année», a déclaré le ministre de la Défense nationale. M. Collenette. «Comme l'ont constaté les militaires des Forces canadiennes, hommes et femmes, ainsi que tous les Canadiens, le ministère de la Défense nationale a fait sa part dans le cadre du budget fédéral déposé cette semaine.» [...] Par suite des mesures annoncées dans le Livre blanc de 1994 sur la défense et confirmées dans le budget fédéral de 1995, le Quartier général de la Défense nationale et d'autres quartiers généraux seront réduits d'au moins le tiers, ce qui occasionnera l'élimination d'un palier de commandement.

## DISCOURS

Je prévois que les échanges et les investissements entre le Canada et l'Australie se multiplieront sur différents plans. À la faveur de la mondialisation et de l'émergence de techniques nouvelles, nos entreprises peuvent se lancer ensemble dans de nouvelles opérations commerciales. Parallèlement aux exportations et aux importations qui constituent depuis toujours la majeure partie des échanges entre nos deux pays, nous voyons apparaître de nouvelles méthodes de faire des affaires à l'heure où les entreprises des deux côtés du Pacifique inventent des formules originales de coopération adaptées aux particularités du marché international actuel. [...] L'avenir de ce partenariat est davantage lié à notre situation géographique commune de pays de la région du Pacifique, ainsi qu'à notre intérêt commun dans l'énorme potentiel économique de la région Asie-Pacifique. La réussite de l'APEC [Mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique] ne peut qu'être profitable au Canada et à l'Australie, qui y voient tous deux un mécanisme indispensable à la libéralisation économique rapide des échanges dans l'ensemble de cette région des plus dynamiques. [...] Le Canada, l'Australie et d'autres pays qui partagent leurs vues ont un important rôle à jouer à cet égard. Nos politiques et nos décisions doivent encourager les échanges entre les blocs et décourager l'esprit de rivalité que cultivent souvent les groupements régionaux. Il faut privilégier la recherche d'un consensus, un consensus se fondant sur le besoin de faire progresser la libéralisation des échanges tant à l'intérieur des régions qu'entre elles.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce internationale, devant la New South Wales Chamber of Commerce à Sydney, Australie, le 13 mars 1995, 95/17.

J'aimerais élaborer mes remarques aujourd'hui autour de cinq thèmes, qui je pense sont d'un intérêt particulier pour le Comité : **Revue de la politique étrangère** : L'Énoncé du gouvernement intitulé «*Le Canada dans le monde*» reconnaît que le changement économique, politique et social, s'est accéléré depuis la fin de la guerre froide et que nous devons nous adapter pour faire face aux défis que cela pose. De plus, l'Énoncé met l'emphase sur le fait que nos actions sont limitées par la présente situation financière. Ce document reconnaît trois objectifs principaux qui guideront les choix qui doivent être faits dans ce contexte évolutif : la promotion de la prospérité et de l'emploi, la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable, et la projection des valeurs et de la culture canadiennes.

[...] **Sommet d'Halifax** : Je sais que la question des réformes des institutions internationales intéresse vivement le Comité. Cette question sera également un des thèmes centraux des discussions qui auront lieu lors du Sommet du G-7 à Halifax. nous devons trouver des moyens pour éliminer les chevauchements de responsabilités et rationaliser les opérations des institutions financières internationales et des Nations Unies [ONU] dans son ensemble. [...]

**Ex-Yougoslavie**: En effet, il existe la possibilité réelle d'une reprise des combats au printemps, surtout en Bosnie. Le projet de loi présenté au Congrès américain visant la levée unilatérale de l'embargo sur les armes contre le gouvernement bosniaque continue à préoccuper le gouvernement. En effet, si le Congrès adopte ce projet ce printemps et l'administration n'y met pas son veto, il en résulterait une escalade du conflit, la fin de la mission humanitaire de l'ONU et le retrait d'un grand nombre des casques bleus, y compris ceux du Canada et de nos alliés clés. Dans ce contexte, le Cabinet discutera plus tard ce mois-ci du futur de la contribution canadienne au maintien de la paix en ex-Yougoslavie. Nos options dépendront de l'évolution de la situation politique et militaire sur le terrain. [...] **Haïti**: Les résultats obtenus par la présence de troupes et de policiers étrangers depuis le retour du président Aristide ont dépassé nos attentes. La violence, surtout à caractère politique, a presque complètement cessé et, en général, les Haïtiens n'ont plus peur de dire ce qu'ils pensent ou de vaquer à leurs occupations quotidiennes. Cependant, le vide créé par la disparition virtuelle des Forces armées et de la police haïtienne a entraîné une certaine forme de banditisme. Le Canada s'est engagé en vertu d'un accord bilatéral avec le gouvernement haïtien à participer à la formation des nouveaux policiers haïtiens dont la presque totalité n'ont jamais servi dans l'armée ou la police. [...] **Francophonie** : Le Canada invite maintenant la Francophonie à réfléchir — lors d'un séminaire au Canada au mois de septembre prochain — au rôle qu'elle devrait jouer dans le domaine de la «diplomatie préventive» en collaboration avec l'ONU et d'autres organisations régionales, à la lumière des crises qui ont secoué deux de ses membres, le Rwanda et Haïti. Sur le plan de la coopération, il est à noter que sur 45 pays membres et deux gouvernements participants de la Francophonie, 38 sont du tiers-monde et comptent parmi les pays les plus défavorisés de la planète.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, devant le comité permanent sur les Affaires étrangères et le Commerce internationale à Ottawa (Ontario), le 14 mars 1995, 94/16.

Au Canada, nous avons préparé une stratégie avant-gardiste dénommée « Pleins feux sur l'Inde » qui sera la pierre angulaire de nos efforts de développement des affaires. Certains d'entre vous ici ont participé à l'élaboration de cette stratégie. « Pleins feux sur l'Inde » est fondé sur l'approche « Équipe Canada » qui engage les gouvernements fédéral et provinciaux et, de loin ce qui importe le plus, le secteur privé. L'objectif de cette stratégie est non seulement de mettre le Canada davantage en évidence dans le milieu commercial de l'Inde, mais aussi de faciliter les rapports commerciaux indo-canadiens, ainsi que le partage de technologie et de connaissances spécialisées avec